



Le 13 février 2026

A Monsieur le Premier Ministre,
Monsieur le Ministre de l'Intérieur,
Mesdames les Ministres en charge
de l'Ecologie et de l'Agriculture,

Avez-vous déjà entendu parler d'un établissement public qui œuvre pour limiter l'érosion de la biodiversité, protéger les milieux naturels et les usages qui en dépendent, préserver la ressource en eau potable, indispensable à notre vie sur Terre ... Cet établissement existe bien, il s'appelle l'Office Français de la Biodiversité !

Il dispose de plus de 3000 agents aux statuts variés, tous formés, investis dans leurs missions, motivés par l'un des principaux enjeux de notre époque : lutter contre l'effondrement de la biodiversité.

Ces agents portent des missions ambitieuses d'intérêt général, définies par des lois votées par la représentation nationale jadis par les voix très ambitieuses des décideurs politiques. Ils s'appuient sur des outils de travail modernes, des réglementations complexes, des aires naturelles protégées ... Et pourtant, ils travaillent aujourd'hui la peur au ventre, stupéfaits du laissé faire du gouvernement.

Au petit matin, devant leurs locaux, ils trouvent régulièrement du fumier, des pneus en feu, leurs noms tagués sur les murs, ... Ils doivent endurer des injures, des menaces, des calomnies. Un bâtiment a même brûlé il y a quelques années. Dernièrement, les agresseurs ont insulté la mémoire des agents décédés en service en hissant leur drapeau près du monument qui leur est dédié ... Bref, ces agents subissent un harcèlement incessant qui leur noue la gorge, sans pouvoir s'exprimer librement.

Ces actions intolérables sont commises par certaines organisations professionnelles agricoles, rejetant les changements tant plébiscités par les citoyens français pour protéger l'environnement et les humains : réduire les pollutions, protéger les zones humides, les cours d'eau, les haies, les habitats marins, etc. C'est vrai qu'il peut être difficile d'adapter des pratiques professionnelles qui perdurent depuis des décennies. Pourtant les agents sont aussi là pour les accompagner, en faisant plus de sensibilisation que de répression, en leur apportant des conseils techniques et réglementaires, en finançant des expérimentations. Au quotidien, ils agissent pour que la production d'aliments puisse se faire sans nuire à la nature et à la santé, un objectif d'ailleurs partagé par bon nombre d'agriculteurs.

Le moral en berne, les équipes attendaient un soutien ferme du Gouvernement, un soutien qui tardait... Et voilà que leur directeur général a brandi une arme secrète, un plan en 10 points... un plan qui promettait l'apaisement ! Les ministres sont venues et ont poliment écouté les attentes des représentants du personnel. Pour quelles avancées ?

Quelques mois plus tard, les pneus brûlent encore devant les portes de l'OFB, les déchets s'accumulent, les tags parsèment les murs. Les ventres sont encore plus noués, les gorges

serrées, les équipes abîmées... Comment continuer à travailler quand l'Etat, notre employeur, semble cautionner les agressions dont nous sommes victimes ? Quand le ministre de l'Intérieur donne des consignes pour laisser détériorer nos bâtiments et véhicules ? Quand nos ministres de tutelle, à l'Ecologie comme à l'Agriculture, s'emmurent dans un silence assourdissant ?

Maintenant, une minorité d'extrémistes aux pratiques violentes et illégales veulent décider de qui a le droit de travailler au sein de l'OFB ! Où est l'apaisement quand une commission d'enquête est mandatée pour analyser nos méthodes de recrutement ? Où est la confiance, le soutien, l'apaisement ?

Pourtant, nous avons collectivement établi notre « raison d'être ». Elle est si jolie sur le papier : "Protéger le vivant, préserver notre avenir".

Mais pour cela, il fallait peut-être d'abord "Protéger les agents, préserver leur présent" !

Par conséquent, nous demandons instamment :

- la protection des implantations de l'OFB par les forces de l'ordre pour empêcher toute dégradation des véhicules, des bâtiments ou de leur enceinte ;
- le dépôt de plainte par l'OFB à chaque fois que les agents sont collectivement agressés verbalement, menacés ou calomniés par un usager ou une organisation ;
- l'annulation de l'enquête sur la nomination de Mme Le Strat ;
- l'affirmation pleine et entière par le gouvernement de sa confiance envers l'OFB et de son soutien à toutes les missions qui lui sont confiées par la Loi ;
- l'annulation des réductions d'effectifs et de budget de l'OFB prévues dans la Loi de Finances 2026 ;
- une entrevue avec chacun des ministres destinataires de cette lettre, afin de leur exposer en détails nos revendications pour la reconnaissance de l'investissement des agents publics de l'Environnement.

Veuillez recevoir, mesdames et messieurs les Ministres, nos salutations respectueuses.

Pour le Sne-FSU Branche biodiversité

Les co-secrétaires

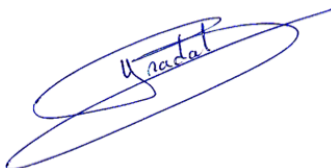
Isabelle HEBA et Sébastien JACQUILLAT



Pour le SNAPE FO

Le secrétaire général

Benoit PRADAL



Pour le SN CGT
Environnement

Le secrétaire général

Olivier LEDOUBLE



Pour l'EFA-CGC

Le coordinateur du collège OFB

Guillaume RULIN

